

Type de projet :*		Porteur de projet :	Unité CNRS :	Titre du projet :
LEA	GDRE	Laurent Herment	CRH UMR 8558	<i>Agriculture, Approvisionnement, Alimentation.</i>
LIA	GDR1			

Projet de Groupe De Recherches International

Agriculture, Approvisionnement, Alimentation.

***Laurent Herment, Alain Chatriot
Pablo Luna, Rosa Congost.***

Le Groupe De Recherches International *Crises et mutations dans les campagnes européennes* (GDRI-CRICEC) arrive à son terme à la fin de l'année 2015. Forte de son bilan, l'équipe initialement constituée autour de Gérard Béaur et Alain Chatriot, désire pérenniser pour quatre années supplémentaires les liens tissés avec certains groupes de recherches étrangers, tout en redimensionnant le périmètre institutionnel et en redéfinissant ses axes de recherches vue d'un nouveau projet de GDRI afin de répondre aux thématiques de l'Horizon 2020. Le nouveau GDRI s'intitulera : GDRI-AAA (Groupement de Recherches Internationale Agriculture, Approvisionnement, Alimentation).

Durant ces quatre années d'existence, le GDRI-CRICEC a constitué un espace commun d'échanges et de productions scientifiques unique en Europe. Grâce à l'activité de ses membres, il a été associé à la plupart des initiatives impliquant directement l'ensemble des équipes de recherches européennes dans le champ de l'histoire des sociétés rurales. Il a ainsi contribué de manière décisive à la présence et à la visibilité internationale de la recherche française dans un champ historiographique en plein renouveau, tant au niveau européen qu'au niveau mondial.

A l'heure actuelle, il constitue, au niveau européen, un outil indispensable de collaboration scientifique, et la pérennisation d'une telle structure permet d'envisager la présentation d'un ERC dans les meilleures conditions possibles. Pour comprendre l'importance de ce programme, il convient d'inscrire sa création et son fonctionnement dans une perspective longue.

Comme le faisait remarquer Gérard Béaur, il y a quatre ans, le GDRI-CRICEC, visait à prendre la relève d'un GDR « Histoire des Campagnes Européennes », et d'un programme COST A35 : *Programme for the Study of European Rural Societies (PROGRESSORE)*. Ces deux programmes de recherches, d'initiative française, et le CORN, dirigé par Erik Thoen, d'initiative Belge (Flandres), ont suscité un véritable engouement de la part des collègues des différents pays européens, avides de d'ouverture au-delà des frontières nationales et de

confrontations. En effet, dans les différents pays émergeaient, depuis le milieu des années 1990, de nouvelles problématiques qui rendaient possibles une véritable approche comparatiste.

La création de l'*European Rural History Organisation* (EURHO) en 2010, à Brighthon, a été la conséquence directe des efforts déployés par Gérard Béaur et Erik Thoen. Cette association, qui compte plus de 300 membres, organise en 2015, à Gérone, son second congrès qui a vocation à rassembler l'ensemble des chercheurs européens spécialistes de l'histoire rurale, tout étant ouvert aux chercheurs des autres continents.

1° Les objectifs initiaux du GDRI.

Le GDRI-CRICEC avait deux objectifs intimement liés. Sur le plan institutionnel, il devait permettre aux chercheurs français, regroupés autour de l'équipe ERHIMOR, dirigé par Gérard Béaur (CNRS-EHESS, UMR 8558), d'animer un réseau de recherches au niveau européen. Les partenaires européens du GDR et du COST s'inquiétaient en effet de ne plus être formellement associés aux actions des équipes françaises. Comme pour les programmes précédents, il s'agissait « d'intensifier les contacts, les rapprochements et les comparaisons [...] au niveau international pour sortir de l'enfermement disciplinaire et trop souvent [national] qui pénalise l'histoire du monde rural ».

Sur le plan scientifique, la mise en œuvre du GDRI devait favoriser la confrontation des méthodes et des problématiques des différentes historiographies nationales autour des deux thématiques centrales du projet, les crises et les mutations des sociétés rurales sur la longue durée. Il s'articulait autour de trois grands axes qui « correspondent aux trois attitudes possibles face aux vicissitudes conjoncturelles et aux changements structurels : subir, évoluer, surmonter ». La déclinaison de ces axes permettait d'envisager un nombre limité de problématiques fortes.

- Pour le premier axe : crises alimentaires et crises agricoles, crises agraires et crises sociales.
- Pour le deuxième axe : mutations paysagères, mutations climatiques et environnementales, mutations économiques et mutations sociales.
- Pour le troisième axe : politiques publiques, solution familiales.

2° Les résultats obtenus.

Il convient tout d'abord de souligner que la mise en place du GDRI-CRICEC a effectivement permis de mobiliser les chercheurs européens (sept pays et une dizaine d'équipes de recherches) particulièrement motivés, et d'associer ponctuellement des chercheurs d'autres équipes de recherches. Le GDRI-CRICEC a organisé, soit en tant que partenaire principal, soit en tant que partenaire associé, plus de cinq rencontres par an en moyenne rassemblant plusieurs dizaines de chercheurs venus de plus de quinze pays européens et d'Amérique du Nord (Canada anglophones et USA). Chacune des équipes impliquées dans le projet a organisé durant le cycle de quatre ans au moins une rencontre. En outre, le GDRI-CRICEC a permis d'assurer une grande partie de la présence française dans de nombreux congrès internationaux en Europe et en Amérique du Nord : ESSHC (Glasgow 2012, Vienne 2014), SSHA (Chicago 2013 et Toronto 2014), EURHO (Bern 2013 et Girona

en septembre 2015). Il faut noter à ce propos, que les rencontres organisées par le GDRI-CRICEC constituent des matrices, qui permettent à ses membres de formaliser des collaborations qui, elles-mêmes, aboutiront à des propositions de sessions dans les congrès et, à plus long terme, à des publications. Enfin, en assurant aux chercheurs français une meilleure visibilité, le GDRI-CRICEC a permis leur insertion dans des projets dans lequel le CRICEC, en tant structure, n'était pas formellement impliqué.

Les rapports remis annuellement au CNRS témoignent de la vitalité du réseau constitué grâce au GDRI-CRICEC, de son rayonnement sur le plan international et du dynamisme des équipes qui le constituent.

Sur le plan scientifique, les rencontres et les projets de publications, s'articulaient autour des deux grands thèmes-chapeaux qui ont été rappelés précédemment. Le premier, s'intéressait aux évolutions démographiques, sociales et économiques qu'ont éprouvées les sociétés rurales européennes durant les périodes moderne et contemporaine. Le second, portait plus spécifiquement sur les crises, leur impact sur les sociétés rurales et l'attitude des acteurs face aux crises. Aucun des deux thèmes, n'a été négligé. Dans la mesure où cette présentation des acquis n'a pas vocation à se substituer au rapport final d'activité, nous nous contenterons ici de ne mentionner que quelques-unes des rencontres qui ont jalonné les quatre ans d'existence du GDRI-CRICEC et qui permettent de rendre compte la diversité des champs de recherches du GDRI-CRICEC:

- la rencontre de Lisbonne, en novembre 2012, organisée par Rui Santos : *Harvest fluctuations and food shortages in European rural societies*

- la rencontre de Paris, organisé, en juin 2013, par Alain Chatriot et Nadine Vivier qui s'intéressait à un thème méconnu de l'historiographie : *L'Etat face aux crises agricoles (Europe mi-XIX mi XX siècle)*.

- la rencontre d'Albacete initiée par Francisco Garcia Gonzales et Fabrice Boudjaaba, en novembre 2013, Le travail domestique dans l'Europe rurale (16-19e siècles). Diversité des modèles régionaux et des formes de dépendance.

- la rencontre de Trévis, en novembre 2013, organisée par Gérard Béaur, Jean-Michel Chevet, Danilo Gasparini et Rosa Congost : *Crises and Alternative Agriculture in a European Perspective*.

- le workshop, de Münster, en novembre 2014, organisé par Ulrich Pfister, Ulf Ewert et Tim Soens : *The impact of disasters on pre-modern rural economies: Consequences for the countryside in Northwestern Europe before 1850*

- la rencontre organisée par Pablo Luna, en décembre 2014 : *Un clergé en crise ? 1600-1900*.

Certaines de ces rencontres, compte tenu du renouvellement des problématiques et des méthodes à l'œuvre depuis quelques années, avaient un caractère exploratoire. Elles constituent des points d'appui pour le développement de collaborations futures. On pense en particulier au workshop de Münster et à la rencontre de Paris organisée en décembre 2012.

En définitive aucun des axes n'a été ignoré, et de nombreuses publications sont prévues à terme de un à deux ans.

Sur le plan des publications, il faut tenir compte des délais qui sont parfois très longs, en particulier en ce qui concerne les numéros spéciaux des revues internationales (françaises et étrangères). Le bilan n'est toutefois pas mince.

En prévision : un numéro spécial en 2015 de l'*Agricultural History Review* (revue anglaise) consacré au thème *Rhythm and Evolution of Staple Food Market, 1650-1950* qui implique deux membres français du GDRI (Gérard Béaur et Laurent Herment), deux chercheurs anglais et un chercheur Belge. La rencontre de Lisbonne initié par Rui Santos dans le cadre du GDRI, a permis à Wouter Ronsjin et Laurent Herment d'organiser une double session lors du congrès de la SSHA de Vienne . Parmi les huit papiers présentés lors de cette double session quatre ont été retenus par les responsables de l'*Agricultural History Review*.

3° Les perspectives de recherches des quatre prochaines années et à plus long terme : un réseau redimensionné aux services d'une problématique renouvelée.

Pour comprendre les perspectives de recherches du GDRI-AAA (GDRI-Agriculture-Approvisionnement-Alimentation) pour les quatre prochaines années, il faut tenir compte des enseignements que l'on peut tirer des quatre premières années de son existence, et partir du projet présenté il y a quatre ans par Gérard Béaur et Alain Chatriot.

Le projet initial mettait l'accent sur l'actualité des thématiques de recherches du CRICEC. Il est nécessaire d'y revenir puisque, loin d'être épuisée, cette actualité est plus brûlante que jamais. La période la plus récente est caractérisée par un intérêt redoublé de la part des institutions internationales et des instances scientifiques nationales et européennes pour les thématiques agricoles et rurales. Depuis plusieurs années, l'ONU accorde une place toute particulière aux questions agraires et agricoles (2016, année internationale des légumineuses ; 2015, année internationale des sols ; 2014 année internationale de l'agriculture familiale ; 2013, année internationale du quinoa ; etc.). Le thème de l'exposition universelle de Milan 2015 rappelle, lui aussi, l'importance contemporaine de ces problématiques : *nourrir la planète, énergie pour la vie*. Il convient d'ailleurs de souligner à ce sujet que Niccolo Mignemi (membre de l'Ecole Française de Rome et membre d'ERHIMO) et Laurent Herment (CNRS-CRH membre du GDRI-CRICEC) organiseront à Rome LES 29-30 octobre 2015 un workshop autour du thème *Gouvernance des systèmes alimentaires*. Ce workshop s'inscrira dans le cadre des manifestations liées à l'exposition de Milan. Il impliquera un chercheur de la FAO et la publication des actes est d'ores et déjà envisagée.

Loin d'être l'effet d'une mode, les questions relatives aux mutations que traversent les espaces ruraux, les problématiques relatives à la gestion des systèmes d'approvisionnement, et à la gestion des ressources alimentaires, constitueront pour les prochaines années, et sans aucun doute pour les prochaines décennies, l'un des défis majeurs auxquels sera confrontée l'humanité.

L'histoire, plus spécifiquement l'histoire des espaces ruraux, contribue, par ces méthodes et la diversité des problématiques qu'elle est susceptible d'envisager, à éclairer les enjeux contemporains. De ce point de vue le GDRI-CRICEC a constitué un atout majeur par l'étendue de son réseau et par la diversité des thématiques qu'il a abordé. Sur un plan purement institutionnel, le GDRI-CRICEC disposait, tant au niveau européen qu'au niveau international, de relais incontournables : les responsables des *rural networks* de la SSHA

(*Social Science History Association* – Amérique du Nord) et de l'ESSHC (*European Social Science History Congress*) étaient membres du GDRI-CRICEC (Patrick Svensson responsable du *rural network* de la SSHA et Tim Soens responsable du *rural network* de l'ESSHC). Par ailleurs les deux vice-présidentes de l'European Rural History Organisation étaient membre du GDRI (Rosa Congost et Leen Van Molle). Le GDRI-AAA entend capitaliser ces atouts tout en redimensionnant le réseau de laboratoire pour répondre à des problématiques renouvelées.

Sur le plan scientifique, les thématiques qui seront celles du GDRI-AAA pour les quatre prochaines années, renvoient directement aux préoccupations contemporaines portées par les institutions internationales et les structures de financement nationales et européennes, puisqu'elles sont centrées, d'une part, sur les transformations et les adaptations des systèmes agraires, sur les attitudes des acteurs (famille, Etat, entreprises et plus généralement institutions) faces à ces transformations, et, enfin, sur les problématiques liées à l'organisation des systèmes d'approvisionnement. Ces thématiques qui ne sauraient ignorer les réalisations du GDRI-CRICEC, constituent néanmoins, sur plusieurs points, une rupture avec le GDRI-CRICEC.

GDRI- AAA (Agriculture, Approvisionnement, Alimentation).

L'alimentation et les évolutions des systèmes agraires destinées à répondre aux recompositions des systèmes alimentaires constituent deux thématiques centrales de H2020. Le projet de GDRI-AAA s'inscrit résolument dans cette double thématique. La constitution d'un réseau de chercheurs européens représente une première étape dans la construction d'un projet d'ERC que je désire porter à l'horizon 2017. Avant d'exposer les éléments essentiels de ce projet, il convient de souligner que le réseau de chercheurs européens avec lesquels nous envisageons un partenariat est profondément renouvelé, tout en permettant au groupe ERHIMOR de poursuivre des collaborations fructueuses avec les universités de Leuven, de Münster et de Gérone.

Ce projet s'articule autour d'une intuition qui traverse une grande partie de l'historiographie contemporaine, en histoire globale et en histoire économique, selon laquelle l'Europe aurait bénéficié de « ghost acreage » (Pomeranz 2000, voir Douki et Minard 2008 pour une revue critique des usages et des enjeux scientifiques que recouvrent les termes *histoire globale, connectée, comparée* ou *croisée*). Au-delà de la polémique engendrée par l'ouvrage de Pomeranz, il convient d'admettre que l'Europe a effectivement bénéficié, au moins depuis la fin du XV^e siècle, d'apports ultra-marins¹ multiformes (sous forme de plantes, de matières premières, de main d'œuvre et de territoires) qui ont participé à son développement. Il ne s'agira pas dans le cadre de ce projet de réinterroger les conditions qui ont rendu possible « la grande divergence », mais d'étudier les transformations induites par l'irruption des ressources ultra-marines, tant sur les systèmes agraires européens que sur les systèmes agraires ultra-marins, et d'analyser dans quelles mesures ces transformations ont

¹ Les termes « ultra-marin » et « outre-mer » ont été préféré aux termes « colonial » ou « postcolonial » puisque la mise au service de l'Europe des ressources étrangères ne renvoie pas uniquement à la captation de ressources coloniales ou postcoloniales.

permis à l'Europe d'adopter progressivement un régime alimentaire de plus en plus protéiné et de plus en plus gras². Il s'agit donc d'étudier deux phénomènes historiques majeurs : les transformations des systèmes agraires (tant en Europe que dans les espaces ultra-marins) et les transformations des régimes alimentaires au profit des populations européennes. La mise en résonance des espaces outre-mer et des espaces européens constitue l'une des particularités de ce projet, elle est indissociable d'une réflexion qui prétend, à partir d'une problématique propre à l'histoire rurale européenne, appréhender des phénomènes qui ne sont pas étrangers à la période contemporaine.

Il convient tout d'abord de s'interroger sur le périmètre de ce projet afin d'en fixer les enjeux. Si les modifications des régimes alimentaires des populations européennes sur la période XVIII-XX^e siècles constituent le point de départ initial du projet, elles n'en constituent pas l'objet. Il ne s'agit nullement d'écrire une histoire comparée de l'alimentation des populations européennes. De ce point de vue, il convient d'insister sur l'importance des travaux menés au sein de *l'Institut Européen d'Histoire et des Cultures de l'Alimentation* tout en s'en démarquant afin de restituer la spécificité du GDRI-AAA. Le projet de GDRI-AAA s'inscrit en effet dans une problématique propre à l'histoire rurale européenne, tout en s'appuyant sur les progrès de l'historiographie tant en ce qui concerne la *food history* et qu'en ce qui concerne la *global history*.

Pour autant l'alimentation ne constitue pas un simple prétexte. Le GDRI-AAA entend réinterroger, au prisme de l'histoire rurale, le décentrement progressif (mais non linéaire) des régimes alimentaires européens, dans lesquels les apports protéiniques et lipidiques sont de plus en plus importants. Comme nous y invite de nombreux travaux d'histoire globale et/ou d'histoire de l'alimentation (de Sydney Mintz à Kenneth Pomeranz pour ne citer que deux auteurs), cette approche a pour but de mettre en résonance l'histoire des espaces ruraux européens et celle des espaces ruraux extra-européens. En définitive, il s'agira de mieux comprendre les implications de ce tournant alimentaire sur les espaces ruraux (mode de production, processus de spécialisation, etc.), sur les populations rurales (structure des exploitations, mode de faire valoir, système de transmission, inégalités de revenu et de fortune) et sur les politiques agricoles et commerciales des Etats européens et extra-européens.

Afin de rendre compte de la problématique qui est au cœur du GDRI-AAA, nous retiendrons la périodisation que Paul Bairoch expose en 1985 dans un article devenu classique (Bairoch 1985). L'intérêt de cette périodisation est double. D'une part, au-delà des problèmes de datations qui font toujours débat, elle permet d'interroger les caractéristiques des différentes phases de croissance du produit globale de l'agriculture européenne depuis le XVIII^e siècle. D'autre part, dès le début de son travail, Paul Bairoch, qui cherche des indicateurs qui permettent de mesurer la productivité de l'agriculture, distingue deux types de calories : celles qu'il qualifie de « directes » (c'est-à-dire « les calories végétales ou *initiales*) des calories « indirectes », de « provenance animale » (viande, lait, œufs en particulier).

² On notera que ce n'est pas en Europe mais en Amérique du Nord que la mise en place de ce régime a été la plus complète et la plus précoce.

Bairoch distingue trois révolutions agricoles, la première débute au XVIII^e siècle, elle épuise ses effets vers 1850 ; la seconde débute du milieu du XIX^e siècle et se poursuit durant l'Entre Deux-Guerres. La troisième débute vers 1945-1950. A ces trois révolutions agricoles correspondent, nous semble-t-il, trois révolutions de la consommation alimentaire en Europe occidentale (mais aussi dans d'autres zones de la planète). Cette intuition, qu'il conviendra de vérifier, et le cas échéant de réfuter, est à l'origine de ce projet qui entend s'interroger sur les articulations multiples entre l'agriculture, l'approvisionnement et l'alimentation en partant de l'idée que les révolutions qu'ont connus les systèmes agraires européens ont été partiellement portées par les ressources des nouveaux mondes, ce qui leur a permis de supporter une croissance continue du contenu en protéine animale du régime alimentaire européen.

Il ne s'agira donc pas d'étudier pour elles-mêmes les trois révolutions agricoles qu'évoque Paul Bairoch, mais de mettre à profit les progrès décisifs réalisés par l'histoire rurale européenne depuis plus de 30 ans à partir d'un point de vue et d'un point de départ nouveaux : l'alimentation son évolution et ses rapport avec l'évolution des systèmes agraires. Il ne s'agira pas non plus de débattre des caractères de la révolution agricole du XVIII^e siècle, de celle du second XIX^e siècle, ou enfin de celle qui intervient après la seconde Guerre Mondiale, mais de se demander comment, l'Europe occidentale est parvenue à passer d'un régime alimentaire dans lequel les « calories directes », essentiellement tirées des céréales et accessoirement des protéagineux, jouaient un rôle absolument fondamental, à un régime dans lequel les calories « indirectes » (d'origine animal) et les calories « directes » tirées des plantes protéagineuses et oléagineuses jouaient un rôle croissant. Autrement dit d'un régime quasi-végétarien, à un régime carné, avant de passer, depuis quelques décennies, à un régime que l'on qualifiera de « super-carné ».

Cette problématique peut apparaître comme proche de la problématique des « food régimes ». En fait, il n'en est rien (Huggins 2011 pour une mise au point récente). En effet, si les modalités du passage d'un régime alimentaire à l'autre n'ont été rendu possibles que par un apport plus ou moins important d'intrants venu d'outre-mer, cela ne signifie que les modalités de passage se résument à une transformation des modes de préhension des ressources ultra-marines. Il s'agit aussi, et surtout de notre point de vue, de les inscrire à la fois dans le cadre des dynamiques propres aux systèmes agraires européens, et dans le cadre des politiques des Etats européens (en matières d'approvisionnement, d'agriculture et de liberté commerciale) et, enfin, bien sûr, en tenant compte des effets en retour sur les espaces ultra-marins des choix des puissances européennes.

Avant de préciser quels seront les axes de ce projet, il convient dès maintenant de s'interroger sur l'arc temporel et sur le périmètre géographique de ce projet.

Sur le plan temporel tout d'abord, il convient, afin de rendre compte de l'évolution des régimes alimentaires, de s'intéresser à une période qui couvre environ trois siècles (XVIII^e-XX^e siècles). La compréhension du passage d'un régime alimentaire à l'autre nécessite en effet la mobilisation d'historiens de différentes périodes, afin d'identifier les conditions de ce passage et la diffusion des modèles alimentaires dominants sur un axe temporel, mais aussi, et de manière indissociable, d'un point de vue géographique.

Très schématiquement, on distinguera trois phases dans les rapports de l'Europe avec les espaces ultra-marins qui correspondent à modalités spécifiques de préhension des ressources d'outre-mer. Précisons toutefois que ces trois phases ne constituent à nos yeux en aucune manière trois séquences historiques distinctes puisque, sur un plan purement chronologique, on pourrait mentionner de multiples chevauchements.

La première phase, qui débute très tôt, est caractérisée par l'importation de plantes américaines (pommes de terre, maïs en particulier). Durant cette première phase, certains systèmes agraires vont radicalement se transformer, alors que d'autres vont rester totalement imperméables à l'introduction des plantes nouvelles (voir Morineau 1996). A ce stade, d'un point de vue strictement agraire, l'Europe n'est pas prédatrice, mais simplement opportuniste. Certaines régions vont, en fonction de calendriers et de contraintes sociodémographiques et agraires spécifiques, adopter les plantes nouvelles ; d'autres, au contraire, vont les ignorer. Si les contours géographiques de l'extension des plantes nouvelles sont assez bien connus, il reste encore beaucoup à faire pour préciser les modalités et les mobiles de cette expansion.

Très souvent on réduit l'introduction des plantes nouvelles à un moyen de contrecarrer les effets délétères d'une démographie galopante. L'explication est séduisante, mais elle laisse dans l'ombre de nombreuses questions dont les réponses permettraient de mieux appréhender la logique profonde des transformations agraires qu'a connu l'Europe entre 1700 et 1850. Cette phase, qui débute très tôt, n'est pas close comme le démontre l'introduction encore expérimentale du quinoa dans les assolements européens. Il convient toutefois de souligner la spécificité de la période contemporaine, puisque l'introduction de produits exotiques peut désormais s'accompagner d'une redéfinition des droits sur le vivant.

La seconde phase est celle de l'essor du commerce colonial centrée autour de quelques produits phare (sucres, cacao, thé café). L'organisation de ce commerce peut, dans certains cas, signifier non seulement la main mise sur les terres, mais aussi la mobilisation d'une main d'œuvre allogène et/ou autochtone dans les espaces colonisés. Si, jusqu'au milieu du XIX^e siècle (voire dans certains cas dès le début du XIX^e siècle), la mise en place de ce commerce colonial n'induit pas de bouleversement majeur dans les agricultures européennes, il n'en va pas de même dans les territoires soumis à la pression coloniale³. De ce point de vue, au-delà des problématiques liées à la mise en place des plantations esclavagistes, qui constituent un sujet périphérique dans le cadre de ce projet, il conviendrait de reconsidérer les conditions de la coexistence des systèmes agraires autochtones et des systèmes agraires tournés vers l'approvisionnement de l'Europe.

C'est en fait au-delà de 1820 (date approximative) qu'une troisième phase débute avec la commercialisation à une échelle de plus en plus grande des oléagineux tropicaux qui vont assez rapidement éliminer les oléagineux européens. C'est là un premier bouleversement majeur qui va bientôt être suivi par un second qui a beaucoup plus marqué les esprits : la « grain invasion », qui débute vers 1840-1850, et qui prend réellement son essor dans les années 1860-1870.

L'explication classique du décentrement de l'agriculture européenne vers la production de protéine animale renvoie justement à la « grain invasion » (O' Rourke 1997). L'élevage

³ Il faut toutefois noter que les plantations méditerranéennes de canne à sucre disparaissent sous l'effet de la concurrence *atlantique et caribéenne*.

aurait été le dernier refuge d'une agriculture européenne incapable de lutter avec les agricultures des nouveaux mondes. Or, il nous semble que l'explication est beaucoup complexe.

D'une part, les systèmes agraires européens pivotent vers les productions animales avant l'invasion des grains nord-américains, sud-américains ou indiens (voir à ce sujet les travaux de Richard Hoyle sur les enclosures de la première moitié du XVIII^e siècle – non publié – ou ceux de Jan de Vries sur l'agriculture des Provinces-Unies au XVII^e siècle). D'autre part, l'effet de la « grain invasion » sur les systèmes agraires européens n'est pas uniforme (au Danemark l'élevage devient intensif, en Angleterre il prend un caractère beaucoup plus extensif pour ne prendre que deux exemples) et, dans certains cas, la « grain invasion » et l'afflux des productions coloniales vont non seulement favoriser la croissance du produit animal, mais aussi la croissance de certaines productions végétales. Pour comprendre cela, il faut mettre en cause non seulement les dynamiques propres des systèmes agraires européens, mais aussi tenir compte des multiples effets induits par la mise au service de l'agriculture européenne des ressources ultra-marines.

Il convient, aussi, de tenir compte des effets en retour de ces phénomènes sur les systèmes agraires coloniaux et/ou postcoloniaux. Certains historiens datent du XIX^e siècle la première vague de land grabbing. Ces affirmations sont douteuses dans leur principe puisque c'est ignorer que l'accaparement des terres a eu lieu dans une partie de l'Europe aussi (au profit de la gentry anglaise par exemple ou en Europe de l'Est au profit de l'aristocratie), et que dès le XVIII^e siècle de vastes territoires sont soumis en Amérique à la pression des élites coloniales et mercantiles. Enfin, l'accaparement des ressources ne se limite pas au land grabbing, il se manifeste par la mobilisation d'une main d'œuvre indigène qui n'est pas (ou plus) nécessairement servile. Il s'agit donc, de ce point de vue, d'élucider la mise en œuvre des mécanismes d'accaparement des ressources en privilégiant le point de vue des producteurs immédiats et les conditions de la coexistence des systèmes agraires vivriers et des systèmes agraires destinés à l'approvisionnement de l'Europe.

Un autre point mérite une attention toute particulière. On a souvent interprété les politiques commerciales des Etats européens en matière agricole aux XIX^e et XX^e siècles au prisme du débat entre libre échangistes et protectionnistes. Il convient sans doute de dépasser ce débat. D'une part, les performances relatives des différents systèmes agraires européens n'entretiennent aucun lien évident avec les choix politiques en la matière. D'autre part, si certaines productions ont pu être protégées, il conviendrait de mesurer en quoi elles l'étaient vraiment et pourquoi elles l'étaient (on pense particulièrement au blé et à la betterave à sucre dans l'espace français mais aussi dans l'espace germanique). Par ailleurs, certaines productions n'ont bénéficié d'aucune protection durant la période 1800-1940 ce qui va entraîner leur liquidation dans l'espace européen. On pense en particulier aux oléagineux. Faut-il mettre en cause le manque de compétitivité des agricultures européennes ? La réponse à cette question doit être nuancée. Si cette explication est séduisante, elle ne permet pas d'expliquer pourquoi, dès 1945, alors que les pays européens sont confrontés à de graves problèmes d'approvisionnement, ces productions deviennent, dans l'esprit des planificateurs français, par exemple, des priorités.

Enfin, les périodes de guerre (la Première Guerre Mondiale en particulier) constituent des observatoires particulièrement intéressants pour analyser les phénomènes que nous désirons étudier. Durant ces périodes, le recentrage massif de l'agriculture européenne trouve ses limites. Le blocus allié, la guerre sous-marine, les opérations militaires aussi, qui se déroulent sur les greniers à blé français, vont obliger les autorités des pays belligérants, à un virage à 180 degrés dans un laps de temps très court. L'Entre-deux-guerres constituera une période de tâtonnement au cours de laquelle les différents pays repenseront leur modèle de développement agricole, avant que le traumatisme de la Seconde Guerre Mondiale, et les pénuries des années 1945-1949, incite l'Europe à s'interroger sur les conditions de sécurité alimentaire, sans qu'elle remette en cause le caractère de plus en plus « carné » du régime alimentaire des populations européens, et sans renoncer aux apports ultra-marins.

En ce qui concerne le périmètre géographique de ce projet, il faut distinguer les problèmes d'ordre scientifique et les problèmes d'ordre institutionnel. Si les deux ne se confondent pas, ils se recoupent.

D'un certain point de vue, il conviendrait de dilater l'espace de nos recherches à l'ensemble du globe. Il est bien évident qu'une telle ambition n'est pas réaliste, et l'on peut douter de sa pertinence dès que l'on s'interroge sur le périmètre institutionnel d'un tel projet, qui vise, prioritairement, à créer un réseau international de recherches destiné, à terme, à obtenir un « grant » européen, en s'appuyant sur les liens que nous tisserons avec nos nouveaux partenaires, tout en mettant à profit les multiples liens que le groupe ERHIMOR entretient depuis longtemps avec de nombreuses équipes européennes et latino-américaines. Il est donc à la fois nécessaire d'ouvrir le réseau à des institutions extra-européennes, tout en gardant à l'esprit que la portée pratique et la pertinence scientifique de cette ouverture dépendront avant tout du choix d'un partenaire privilégié susceptible d'apporter une réelle plus-value au projet. De ce point de vue le Mexique (Université Autonome Métropolitaine de Mexico et collège de Michoacan) apparaît comme un choix à la fois scientifiquement cohérent avec le contenu du projet et qui permettra de potentialiser un partenariat fructueux qui, faute de supports institutionnels, risquerait de s'étioler. Enfin, ce choix n'obérera en rien les relations que le groupe ERHIMOR entretient avec le Brésil et l'Argentine mais aussi l'Amérique du Nord.

Par ailleurs, la conjonction des interrogations propres aux deux espaces (Europe de l'Ouest et Amérique Latine), permettrait de mieux appréhender l'effet en retour des exigences européennes sur des territoires dont on ne saurait ignorer qu'ils permettraient aussi de nourrir les populations locales.

La question de l'ouverture sur le monde Atlantique n'épuise pas la question du périmètre géographique. Nous avons jusqu'ici considéré l'Europe Occidentale comme un tout indifférencié et relativement isolé des pays de l'Europe orientale. Or, Le cadrage géographique du projet scientifique et, par conséquence, du réseau, nécessite de restituer la diversité de l'Europe Occidentale, et d'élargir l'horizon à l'Europe de l'Est.

En premier lieu, dans les différentes régions d'Europe, les révolutions alimentaires ne s'effectuèrent pas au même rythme et selon le même calendrier. En second lieu, leurs mises en œuvre n'ont pas eu les mêmes effets sur les différents systèmes agraires nationaux et

régionaux et aux différentes époques. En troisième lieu, ces évolutions se sont accompagnées d'une redistribution des rôles au sein même de l'Europe Occidentale. D'exportateurs de matières premières agricoles et de denrées alimentaires, certains pays sont devenus largement tributaires de leurs voisins pour certaines productions, alors que d'autres pays, indépendamment de toute politique visant à l'indépendance alimentaire, sont devenus des acteurs incontournables sur les marchés mondiaux. Enfin, l'Europe Orientale, qui depuis longtemps approvisionnait certaines zones de l'Ouest de l'Europe, est devenu, dès le milieu du XIX^e siècle, l'un des acteurs incontournables dans le processus de stabilisation de l'offre fromentaire au niveau européen, et par conséquent au niveau mondial.

Un dernier point mérite une attention particulière. L'accès aux ressources ultra-marines des différents pays européens doit être envisagé selon un double point de vue chronologique et géographique. Le réseau que nous envisageons de mettre en place permettra de couvrir une grande diversité de situations. Il permettra en particulier d'appréhender la situation de pays qui ont pu être des acteurs majeurs de la colonisation dans ces différentes phases, sans ignorer que certains pays européens n'ont pas développé une stratégie de puissance coloniale (Suède et Suisse par exemple).

Le projet, doit permettre d'appréhender, dans la mesure du possible, la diversité des situations régionales et nationales. De ce point de vue le réseau devra comprendre des centres de l'Europe du Nord-Ouest (Suède Swedish University of Agricultural Sciences, et Leuven) de l'Europe Médiane (Allemagne Université de Münster, Suisse LabisAlp), de l'Europe Méridionale (Espagne Gérone, Espagne Saint-Jacques de Compostelle), de l'Europe centrale (Autriche Vienne-St-Pölten).

Ainsi, la mise en place de ce réseau permettra d'envisager différents problèmes et d'adopter des approches comparatistes liées aux grandes questions soulevées par la thématique générale du projet.

Un dernier point mérite d'être souligné. La constitution de ce réseau répond aussi à une exigence d'interdisciplinarité. Si la plupart des laboratoires impliqués sont des laboratoires d'histoire, deux laboratoires (*Centro de Estudios Rurales* du collège de Michoacan et le *Department of Urban and Rural Development* de La Swedish University of Agricultural Sciences) déploient leurs activités dans des structures multidisciplinaires, géographie, économie, en particulier, mais aussi sciences biologiques, etc. Cet accrochage multidisciplinaire permet d'envisager des confrontations de méthodes mais aussi des collaborations qui bénéficieront aux membres des différents groupes. Enfin, le groupe de Münster, dirigé par Ulrich Pfister, au-delà de ces compétences proprement historiennes, développe une approche quantitative de l'histoire très proche de celle de économistes, qui, à l'heure actuelle, rencontre peu d'échos en France, mais qui gagnerait à être mieux connue.

Les travaux du GDRI-AAA s'organiseront autour de quatre axes :

- **Transferts atlantiques et préhensions des ressources ultra-marines**
- **Spécialisation(s) des systèmes agraires européens**
- **Fonctionnement des exploitations rurales, reproduction sociales et évolutions des structures sociales**
- **Politiques agricoles et alimentaires**

AXE 1 : Transferts atlantiques et préhensions des ressources ultra-marines.

Porteur : Pablo Luna (Sorbonne-Paris IV. CRH. UMR 8558).

Le premier axe porté par le GDRI-AAA vise à étudier la problématique de l'approvisionnement de l'Europe par les espaces ultra-marins (précoloniaux, coloniaux et/ou postcoloniaux). Le GDRI-AAA s'intéressera dans le cadre de ce premier axe aux transferts atlantiques et à la préhension des espaces ultramarins par l'Europe.

L'arrivée des nouvelles plantes et des nouveaux produits en provenance du Nouveau Monde depuis le XVI^e siècle a entraîné des modifications et parfois des bouleversements dans les systèmes agraires régionaux européens. Leurs répercussions ont été plus grandes que celles induites par d'autres cultures que l'agriculture du continent avait pu incorporer dans les siècles précédents. A titre d'exemple, l'implantation du riz et de la canne à sucre, là où ces plantes purent être acclimatées, a entraîné des modifications culturelles qui sont restées relativement localisées. Avec les produits américains, les phénomènes sont d'une tout autre ampleur. D'une part, la pomme de terre et le maïs vont devenir des éléments essentiels de la diète de dans de nombreuses régions d'Europe, d'autre part, ils vont contribuer à la transformation des structures agraires des régions européennes. Enfin, certaines plantes américaines vont devenir des cultures vivrières ou des cultures d'exportation en Afrique ou en Asie (manioc, patate douce, cacahuètes, cacao).

L'apport américain en direction de l'Europe, ne doit toutefois pas masquer le fait que l'Europe (et plus généralement les Vieux Mondes) ont aussi fourni leurs lots de plantes nouvelles. Pour s'en tenir aux apports les mieux connus, on citera la luzerne (*medicago*), le blé, le coton et le café mais aussi le soja. Loin d'être marginaux, ces apports ont constitué pour les Nouveaux Mondes des éléments essentiels dans la mise en place de système agraires totalement inédits. A titre d'exemple, la luzerne représente encore actuellement un moyen important de régénération des sols en éléments azotés en Amérique du Nord (Smil 2001). Sur un autre plan, si l'on ne tient pas compte des apports européens, l'existence de l'économie de plantation et le phénomène de la « grain invasion » deviennent tout simplement incompréhensible⁴.

Pour les Amériques comme pour l'Ancien Monde, l'introduction de ces plantes représente des expériences productives totalement neuves qui peuvent nous éclairer sur des processus contemporains. De ce point de vue, le GDRI-AAA s'inscrit dans l'un des courants émergents de l'histoire agraire contemporaine qui vise revisiter le calendrier de la diffusion des plantes nouvelles dans les deux espaces, les modalités de cette diffusion et les usages de ces plantes, qui sont loin d'être cantonnés à l'alimentation. La possibilité de croiser les regards d'historiens latino-américains et européens constitue un atout irremplaçable. L'effort des membres du GDRI-AAA portera prioritairement sur trois thématiques : la réévaluation du rôle des plantes américaines dans le processus de croissance démographique de l'Europe aux XVI^e et XIX^e siècles, les modalités et les rythmes d'introduction des plantes allogènes (tant aux Amériques qu'en Europe), et, enfin, l'analyse des réseaux de savoirs agronomiques transatlantiques qui s'intéressera plus particulièrement aux échanges entre l'Amérique latine

⁴ Au-delà des échanges portant sur les plantes il conviendra aussi d'envisager les échanges d'espèces animales (dindes, bovidés, chevaux par exemple) qui sont toutefois mieux connus.

et l'Europe, sans pour autant négliger les rapports entre l'Europe et les autres espaces ultramarins.

Quelle que soit l'importance des apports *européens*, il convient d'insister la spécificité de l'apport américain et sur la singularité de l'attitude des puissances européennes. L'apport américain ne saurait en effet se limiter aux apports de végétaux. Pour comprendre son importance il faut mettre en cause l'ensemble des ressources en terre, mais aussi en hommes, que l'Europe a monopolisé à son profit dans les Nouveaux Mondes, tout en puisant largement dans les réservoirs humains des Anciens Mondes. L'Europe a, en effet, enrôlé dans son aventure d'autres populations et d'autres espaces.

Deux points retiendront plus particulièrement l'attention de ce point de vue : les phénomènes d'accaparement des terres et les modalités de mobilisation de la main d'œuvre indigène et/ou allogène.

En ce qui concerne cette seconde thématique, l'objectif du GDRI-AAA est à la fois ambitieux et modeste. Grâce à son ouverture sur des espaces extra-européens, à la mobilisation de chercheurs spécialistes des questions de développement, et à l'expertise d'historiens ruralistes et d'historiens démographes européens et latino-américains, le GDRI-AAA entend s'intéresser aux effets de ces processus sur les structures agraires et à leur rapport à la démographie et aux inégalités. La possibilité de confronter les points de vue de spécialistes venus d'horizons géographiques et scientifiques divers à partir d'études de cas spécifiques, permettra de gagner à la fois en précision et en généralité. En précision, puisque l'objectif est de permettre une contextualisation fine d'expériences historiques spécifiques à différentes époques ; en généralité, puisque la confrontation des expertises, des méthodes, et des cas permet d'envisager des approches réellement décloisonnées. Il ne s'agira donc pas de réécrire l'histoire d'une conquête et/ou celle du colonialisme, mais de comprendre le mode de fonctionnement intime de systèmes agraires doublement complexes, qui avait pour vocation de fournir des calories à l'Europe (mais aussi des matières végétales industrielles et des matières animales), tout en assurant l'existence des populations indigènes et/ou allogènes. Cette problématique, qui concerne autant l'Amérique latine des XVIII^e-XIX^e siècles que l'Afrique coloniale, s'appuiera sur les travaux que plusieurs membres du GDRI ont mené antérieurement (Luna, Tortolero). Elle permettra aussi d'envisager sous un jour renouvelé la notion d'*indentured labour*, qui représente l'une des formes essentielles de la mobilisation de la main d'œuvre à l'échelle mondiale au XIX^e siècle et qui est intimement liée à l'expansion européenne. Ce dernier point est particulièrement intéressant puisque les espaces ultramarins apparaissent aux yeux des conquérants européens, des colonisateurs ou des firmes qui accaparent les ressources, comme des espaces vides d'hommes ou, au contraire, comme des espaces caractérisés par un trop plein démographique (sur la notion de travail contraint voir Stanziani 2010, sur celle d'*indentured labour* voir Sturman 2014, voir aussi Daviron 2010). L'approche par les systèmes agraires permettra sans doute de mieux cerner les éléments de ce débat.

AXE 2. Spécialisation(s) des systèmes agraires européens

Porteur Laurent Herment (CNRS-CRH, EHESS, Paris. UMR 8558).

Le second axe de recherches développé dans le cadre du GDRI s'intéressera à l'évolution des spécialisations agraires des systèmes européens. Si l'historiographie des systèmes agraires européens a été profondément renouvelée depuis une vingt ans, la notion de *spécialisation* des systèmes agraires, pourtant omniprésente dans la littérature, reste en définitive obscure (Herment et Antoine, à paraître).

L'accent mis sur la notion de *spécialisation* renvoie à une nécessité qui peut s'écrire de deux manières différentes : en premier lieu, circonscrire de manière précise les objectifs du GDRI-AAA ; en second lieu, focaliser les recherches sur des activités agricoles qui permettront de mieux appréhender les conditions du passage d'un régime alimentaire essentiellement végétarien à un régime alimentaire dans lequel les protéines d'origine animale jouent un rôle de plus en plus grand. Ce parti pris, permettra aussi d'envisager d'autres formes de spécialisations, viticoles ou betteravières en particulier, qui ont participé à la redéfinition des régimes alimentaires européens.

La spécialisation de l'agriculture européenne vers des productions centrées sur la production animale est ancienne, sans être, pour autant, ni linéaire ni générale. De surcroît, elle a pris des formes très diverses du point de vue de l'organisation des réseaux de commercialisation et de production. On peut globalement distinguer deux phases. La première débute très tôt, dès l'époque moderne, dans les Pays-Bas (de Vries 1974), dans l'Ouest de la France et le Massif Central (Mulliez 1979, Antoine 1997, Delhoume 2009) ou, encore, en Angleterre (Hoyle, travail en cours cité avec l'autorisation de l'auteur). Elle peut prendre un caractère extensif, comme dans l'Ouest français ou dans le centre et l'ouest de l'Angleterre, ou, au contraire, revêtir un caractère résolument intensif comme au Pays-Bas. Si ce premier tournant est désormais clairement identifié, il reste encore beaucoup à faire pour en comprendre les logiques, les moteurs, les modes d'organisation, tant sur le plan commercial que du point de vue de l'organisation de la production. Enfin, les multiples facteurs, qui rendent viable ces formes de spécialisations, qui n'accordent à la production de denrées alimentaires de base (céréales et féculents) qu'une place parmi d'autres, restent assez mal identifiés, en particulier pour les systèmes de types extensifs.

Le XIX^e siècle, assez tard semble-t-il, inaugure une seconde phase de spécialisation qui s'appuie sur les acquis de la révolution agricole du XVIII^e siècle (introduction des assolements complexes et extensions des prairies artificielles), l'introduction des plantes américaines, et l'apport de nouvelles sources d'engrais (noir animal, guano, etc.). Au-delà de ces éléments très généraux plus ou moins bien connus, ce second tournant productif s'appuie aussi, soit directement, soit indirectement, sur l'apport des ressources ultra-marines, sans lesquelles, sauf à obtenir des rendements mirifiques, les populations européennes n'auraient pas pu survivre. Mais il ne s'agit pas que de cela. Dans un article fondateur, Kevin O'Rourke et Ingrid Henriksen (2005) ont exposé les conditions de la réussite des laiteries coopératives danoises. Depuis cette date, de la Suède à l'Espagne, les études se sont multipliées sur trois thèmes conjoints : l'émergence des coopératives agricoles ou de formes de coopération, la production de protéines animales et la spécialisation. Les travaux du GDRI-AAA se situent

précisément à l'intersection de ces trois champs historiographiques qui visent à revisiter l'histoire des systèmes agraires européens sur la période XVIII^e-XX^e siècles.

La confrontation des expériences suédoise, galicienne, suisse, etc. permettra d'identifier les conditions de la mise en place de systèmes qui développent, peu à peu, une activité centrée soit sur la production de viande, soit sur les produits laitiers (ou les produits de basse-cour), soit, enfin, sur la production de vin dans le cas de la Catalogne ou sur la production de betteraves sucrières comme en Allemagne, dans le nord de la France, etc.

L'approche comparatiste permettra d'évaluer le rôle des ressources ultra-marines dans le passage de systèmes poly-cultureux à des systèmes centrés sur des productions non directement destinées à nourrir les populations locales. Par ailleurs, comme l'indique, de manière allusive, Kevin O'Rourke et Ingrid Henriksen, la spécialisation danoise repose aussi sur la disponibilité de ressources en fourrage et en produits d'alimentation animale acheté à l'étranger.

Les expériences scandinaves et baltes (Danemark en premier lieu, mais aussi Finlande, Suède, Estonie) constituent donc un laboratoire à de nombreux points de vue. Des formes nouvelles d'organisation coopérative de la production vont émerger assez rapidement, l'approvisionnement en denrées de base va progressivement dépendre de ressources externes, et le rapport aux marchés des producteurs va être radicalement bouleversé. Ces expériences invitent, en dernière analyse, à s'interroger sur les modalités institutionnelles de mise en œuvre du tournant productif dans l'ensemble des régions d'Europe. Ces interrogations concernent au premier chef les régions d'élevage, mais leur articulation permettra d'envisager d'autres cas de figure fondé sur d'autres types de spécialisation.

Elles permettront aussi de mieux comprendre la nouvelle répartition des productions à un niveau européen puisque, si certaines régions vont se spécialiser dans l'élevage, d'autres régions européennes vont faire le choix inverse, et abandonner, peu à peu, partiellement ou totalement, cette activité. D'autres régions, enfin, qui n'avaient pas vocation à produire de la viande, vont développer des formes d'élevage bovin en complément de leur production betteravières (Servais pour la Belgique à paraître, Kulhavy pour l'Allemagne à paraître).

Une telle approche comparative (tant sur le plan chronologique que sur le plan géographique) permettra, enfin, de repenser les logiques sous-jacentes des systèmes de polyculture-élevage de l'époque moderne qui ont trop souvent été présentés de manière unilatérale comme archaïques (Antoine 1997), alors qu'ils étaient susceptibles de nourrir non seulement les populations locales mais aussi de fournir des protéines animales aux villes.

AXE 3. Fonctionnement des exploitations rurales, reproduction sociales et évolutions des structures sociales

Porteur. Rosa Congost (Universitat de Girona).

Le troisième axe du GDRI-AAA constitue le prolongement du second axe consacré à la spécialisation. L'analyse en termes de spécialisation incite en effet à repenser la permanence des structures agraires selon deux points de vue complémentaires : celui de la permanence des structures familiales et celui de la permanence des structures sociales. En définitive, beaucoup plus que d'hypothétiques permanences, c'est la labilité des systèmes agraires qui frappent l'historien du monde rural. En effet, les mondes ruraux européens ont été travaillés du XVIII^e

siècle au XX^e siècle par des ferments qui ont profondément modifié à la fois les structures sociales, les structures familiales, les systèmes de dévolution des biens et les modalités d'accès à la terre de la paysannerie.

Les membres du GDRI-AAA entendent développer une approche multi-variée sur ces thématiques. Trois d'entre elles retiendront plus particulièrement l'attention : la répartition des tâches au sein des exploitations agricoles et leur caractère *genré*, les systèmes de reproduction familiale et les processus d'enrichissement ou d'appauvrissement à l'œuvre dans les sociétés rurales.

Sur le plan de la répartition des tâches au sein des exploitations, deux grandes idées traversent l'historiographie du monde rural. Elles constituent deux approches plus ou moins complémentaires pour étudier l'évolution de l'organisation du travail au sein de l'exploitation familiale: celle de la répartition *genrée* des tâches, celle de la révolution industrielle qui concerne autant le monde rural que le monde urbain (De Vries 1994 et 2008).

L'arc géographique et temporel couvert par le GDRI-AAA permettra tout d'abord d'envisager une réévaluation des approches *genrée* et des effets de la révolution industrielle à travers l'étude des cas spécifiques : en quoi les activités agricoles étaient-elles nécessairement *genrées* ? En quoi les tournants productifs ont-ils affecté la répartition *genrée* des tâches ? Quel furent les effets des choix productifs des exploitants sur le volume de travail nécessaire à la bonne marche des exploitations ? Enfin, quelle place occupaient les enfants dans les activités productives ? Autant de questions dont les réponses sont loin d'être connues avec précision. Ainsi, selon les auteurs, un choix de production, l'élevage par exemple, peut s'avérer gourmand ou économe en travail. D'un autre point de vue, l'idée selon laquelle la gestion de l'étable était une affaire de femme, n'est pas universellement vérifiée. En définitive, il semble que le statut des différents types de production au sein des systèmes agraires contribuent à la fois à la définition du volume global de travail, à la détermination du caractère *genré* des activités et, enfin, à la nécessité de mobiliser la main d'œuvre adolescente, voire, dans certains cas, la main d'œuvre enfantine. On comprend, à travers ces interrogations, la nécessité d'une contextualisation fine pour appréhender les formes de division et d'organisation du travail dans les exploitations agricoles.

Sur le plan de la transmission des exploitations et de la reproduction sociale, l'historiographie française a fait un sort à l'idée selon laquelle les paysans de l'époque moderne et contemporaine étaient viscéralement attachés à leur lopin. Elle a aussi démontré que, dans le cadre des systèmes de transmission égalitaire, il était impossible d'assimiler les processus de transmission et de reproduction sociale à un processus de reproduction de structures immuables. Enfin, elle a prouvé que le marché foncier était très vivant quelle que fussent, par ailleurs, les coutumes de partage des héritages (Béaur 1994, 2004, 2005, Boudjabaa 2007, Herment 2012). En s'affranchissant d'une vision fixiste des pratiques paysannes en matière de transmission, ces travaux permettent de repenser les conditions de transmission des exploitations en tenant compte des contextes et des conjonctures, sans négliger pour autant les effets des normes juridiques, et les inflexions des politiques agraires et agricoles mises en œuvre par les Etats. C'est précisément la diversité des situations et des contextes que le GDRI-AAA entend saisir. De ce point de vue, la visée comparatiste du projet s'appuiera sur la possibilité de mener des études de cas finement contextualisées sur le plan

géographique et temporel. Il ne s'agira donc pas de cartographier des systèmes de transmissions supposés fixes, mais de comprendre les effets de la conjoncture, des choix productifs et des politiques agraires sur les conditions de la transmission et de la reproduction sociale.

La troisième thématique que le GDRI-AAA entend développer dans le cadre de ce troisième axe est étroitement liée aux deux précédentes. Si, pour étudier les catégories de *genre*, les pratiques en matière de répartition des tâches au sein des exploitations et les pratiques en matière de transmission des exploitations, on fait le pari de l'histoire, il est assez naturel de questionner les structures sociales des espaces ruraux, leur permanence mais aussi, et surtout, leur malléabilité. Cette troisième thématique rejoint l'un des thèmes les plus débattus actuellement en histoire économique et sociale. En effet, au-delà de l'effet Piketty, depuis quelques années, la question des inégalités sociales est une question centrale en science sociale. Paradoxalement, c'est ce même thème qui a fait beaux jours de l'histoire rurale française. Le GDRI-AAA se propose de revisiter cette thématique dans la perspective originale qui est la sienne. Il ne s'agira donc pas simplement de mesurer les inégalités, mais de rendre compte des transformations des structures sociales en s'appuyant sur l'analyse des transformations des systèmes agraires. De ce point de vue, les membres du GDRI-AAA désirent poser un certain nombre de questions qui ne sont pas nécessairement nouvelles, mais qui, en définitive, en dépit de leur potentiel heuristique, occupent peu de place dans l'historiographie contemporaine : Quels sont les effets des mutations des systèmes agraires sur l'évolution des inégalités, la redéfinition des positions sociales, voire, l'émergence de nouvelles classes sociales au sein des sociétés rurales ? Les mutations sont-elles synonymes de croissance des inégalités ? Inversement, il convient aussi de se demander si la croissance des inégalités a des effets en retour sur la structure des systèmes agraires, en favorisant l'émergence de productions nouvelles, en restreignant l'accès à la terre de franges plus ou moins nombreuses de la population rurale ? Enfin, l'arc temporel et géographique du projet invite à s'interroger sur les échappatoires dont disposent les populations des zones rurales défavorisées, ou celle dont disposent les populations rurales défavorisées : la ville, bien sûr, mais aussi l'immigration proche ou lointaine. Il invite, enfin, à s'interroger sur l'effet des troubles politiques et des guerres sur le dénivelé entre zones urbaines et zones rurales.

AXE 4. Politiques agricoles et alimentaires

Responsable : Alain Chatriot. (CNRS-CRH. EHESS, Paris. UMR 8558).

La dimension politique des questions liées à l'agriculture, l'approvisionnement et l'alimentation est très importante et recouvre plusieurs aspects dans la longue durée. Le pouvoir politique s'est toujours intéressé aux questions agricoles et alimentaires car au-delà des représentations du « prince nourricier », les questions d'approvisionnement sont au cœur des mises en cause toujours possible de la légitimité. Au-delà de 1860-1870, plus qu'à une problématique spécifiquement frumentaire, les Etats sont confrontés à double défi : assurer l'équilibre du système d'approvisionnement d'une population de plus en plus urbaine, assurer la stabilité du revenu des agriculteurs. De ce point de vue, l'approche par l'agriculture, l'approvisionnement et l'alimentation permet de ne pas se limiter seulement au blé et au pain,

mais de réfléchir sur l'ensemble des productions et de considérer les interventions des institutions politiques dans ces processus. Loin de ne concerner que les sociétés d'Ancien régime, ce questionnement permet d'étudier des domaines mal connus pour les XIX^e et XX^e siècles et de réfléchir sur les questions agricoles sans les limiter aux territoires ruraux.

Les enjeux politiques concernent ici aussi bien les souverains (monarques, parlement) que leurs administrations et celles-ci à différentes échelles (impériales ou royales, nationales, régionales ou locales). De manière indissociable, ils permettent d'envisager des comparaisons internationales, puisque la politique des Etats en ces matières s'inscrit nécessairement dans un contexte d'échanges entre les pôles économiques et/ou politiques forts et leurs périphéries, mais aussi entre les différents pôles. Cette tension entre le local, le national et l'international est particulièrement nette dans l'espace européen, comme le démontrent les nombreuses enquêtes administratives menées dès le début du XIX siècle et les statistiques du commerce extérieur des Etats Européens et, au-delà de la Première Guerre Mondiale, les enquêtes menées par l'Institut International de l'Agriculture basée à Rome.

En ces domaines, de multiples terrains sont à explorer. Les enjeux politiques concernent au premier chef la gestion des famines, des crises agricoles et des pénuries en temps de guerre. Ils renvoient donc aux questions de financement et d'encadrement (ravitaillement, politique de stockage, commerce international, politique agricole).

Le GDRI-AAA entend mettre l'accent sur certaines thématiques qui émergent de manière particulièrement nette en période de guerre ou comme conséquence des guerres. On pense, bien entendu, à la première guerre mondiale, mais d'autres conflits peuvent éclairer les enjeux liés à l'approvisionnement, à l'organisation des marchés, à la redéfinition des politiques agricoles, à la réflexion sur la qualité des produits et des normes : guerre Franco-Prussienne, Seconde Guerre Mondiale, guerre révolutionnaire et impériales.

Les périodes de guerres représentent des observatoires privilégiés à de nombreux points de vue. Tout d'abord, durant les conflits, les administrations et les pouvoirs politiques (locaux et nationaux) redoublent d'attention. Pour les nations et les populations en guerre, les problèmes d'approvisionnement et d'organisation des marchés constituent des éléments incontournables dans la gestion quotidienne de l'effort de guerre : approvisionnement de l'armée, approvisionnement des populations, approvisionnement des zones occupées, pour ne citer que trois thématiques possibles. En ces domaines, l'effort de guerre entraîne des tensions inédites et toujours renouvelées dont témoignent les masses d'archives administratives largement inexplorées.

Au-delà du court terme, la guerre entraîne une remise en cause des politiques agricoles et commerciales qui implique le long terme, voire le très long terme. De ce point de vue, après le traumatisme vécu par les pays européens, l'entre deux-guerres, représentent une période de gestation très importante encore mal explorée. Quand bien même elles échouent partiellement (voire totalement) à modifier profondément les structures agraires et les structures de marchés, les politiques agricoles de l'entre deux-guerres n'en constituent pas moins des objets historiques dont l'étude peut s'avérer particulièrement féconde (Chatriot, Lynch, Leblanc 2012). Enfin, la redéfinition conjointe des politiques agricoles des différents pays européens après la Seconde Guerre Mondiale, qui représente un élément essentiel de la remise en ordre de l'appareil de production des belligérants, attire désormais l'attention des historiens

européens après avoir prioritairement intéressée les sociologues (Brassely, Martiin, Pan-Montojo à paraître).

Les enjeux politiques, concernent aussi les constructions juridiques et normatives sur les questions alimentaires. Si la question de la qualité alimentaire a fait l'objet de travaux très importants (Stanziani 2005), ce champ historiographique est encore mal connu. De même, la définition progressive de norme en matière de nutrition, en matière de qualité ou de loyauté commerciale est un champ historiographique largement ouvert. En ces domaines aussi, les périodes de guerre, et les conséquences à long terme des décisions prises dans l'urgence du conflit, peuvent servir de révélateur. De ce point de vue, les travaux de Martin Bruegel démontrent l'importance de la définition des standards de nutrition des soldats dans la redéfinition des habitudes de consommation (Bruegel 2002). Au-delà de cet exemple, la (re)définition des besoins alimentaires des populations civiles, des enfants en particulier, (produits de substitution, *ersatz*, ration minimum, etc.) constitue un champ historiographique en définitive peu étudié.

Dans le cadre du GDRI-AAA, il s'agira, sur l'ensemble des questions envisagées, de mener une comparaison entre espaces nationaux et/ou régionaux. Si les grandes tendances sont souvent communes à de nombreux pays, les déclinaisons nationales de ces politiques, les idiotismes aussi, en matière de taxation, de constitution de réserves, de prix imposés, de contrôle des exportations et des importations, de politique structurelle, de politique de marché, de progrès agricole, etc. nécessitent une approche comparée qui ne peut être envisagée que dans le cadre d'un réseau international constitué autour de pôles forts. De plus, sur l'ensemble de ces questions, le fait de travailler sur plusieurs siècles et sur différents pays n'est pas seulement une occasion de comparatisme, mais une manière de donner sens à une approche décroisée des questions agricoles et alimentaires.

Liste des membres du GDRI-AAA.

La première partie de la liste concerne les membres rattachés à des institutions partenaires. La seconde partie de la liste comprend les partenaires français et étrangers associés à titre individuel. La seconde partie de la liste a été volontairement limitée aux personnes susceptibles d'apporter une réelle plus-value au projet.

Laboratoires.

CNRS/EHESS.

Centre de Recherches Historiques. UMR 8558

France

Centre de Recherches Historiques (CNRS/EHESS)

190-198 Avenue de France

75013 Paris

France

Tél : 01 49 54 24 42

FAX : 01 49 54 23 99

Laurent Herment

Chargé de recherches CNRS

lherment@ehess.fr

Alain Chatriot

Chargé de recherches CNRS

chatriot@ehess.fr

Pablo Luna

Maître de Conférences Université Paris IV, membre du CRH.

pablo-fernando.luna@paris-sorbonne.fr

Gérard Béaur

Directeur de Recherches émérite CNRS & Directeur d'Etudes EHESS

beaur@ehess.fr

Fabrice Boudjaaba

Chargé de recherches CNRS

fabrice.boudjaaba@ehess.fr

Mathieu Marraud

Chargé de recherches CNRS

marraud@ehess.fr

Mathieu Arnoux

Professeur Paris 7-DE cumulant

Rolande Bonnain-Dulon

Maîtresse de Conférences EHESS retraitée

Rolande.dulon@gmail.com

Martin Bruegel

Directeur de Recherches INRA
bruegel@ivry.inra.fr

Jean-Michel Chevet
Chargé de recherches INRA/associé CRH
Jean-michel.chevet@bordeaux.inra.fr

Antoinette Fauve-Chamoux
Maîtresse de Conférences retraitée EHESS
fauve@msh-paris.fr

Tim J. Le Goff
Professeur retraité associé ERHIMOR (groupe CRH)
tjal@yorku.ca

Arlette Schweitz
Ingénieure d'Etudes CNRS
Arlette.schweitz@ehess.fr

Nadine Vivier
Professeure émérite Université du Maine/associée ERHIMOR (groupe CRH)
nadine.vivier@univ-lemans.fr

Doctorants CRH

Marie-Anne Bach
Danilo Gasparini
Hélène Perrel
Thierry Michel

Université Autonome Métropolitaine à Mexico.

Campus Iztapalapa

División de Ciencias Sociales y Humanidades

Departamento de Filosofía-Historia

San Rafael Atlixco 186, Vicentina, Iztapalapa, 09340 Ciudad de Mexico, D.F.

Tel.005255.5804 4777

Fax.005255. 5804 4778

Coordinateur

Alejandro Tortolero

Professeur

(tortoleroalejandro@yahoo.com, atv@xanum.uam.mx)

Norma Angelica Castillo Palma

(kikamex58@gmail.com)

Professeur

Enrique Canudas Sandoval

(enrique_canudas@hotmail.com)

Professeur

Horacio Mckinley
(hmack@prodigy.net.mx)
Professeur

Etudiants de doctorat

Diana López Martínez (UAM)
Juana Elizabeth Salas (UAM)
Claudia Roxana Dominguez (UAM)
Nahui-Ollin Vázquez (UNAM)
María Jesus Ramirez (Colmich)

Post-doc

Juan José Juárez Flores (UAM)

Colegio de Michoacán

Martínez de Navarrete 505, Col. Las Fuentes, C.P. 59699, Zamora, Michoacán, México / Tel y Fax 52 (351) 5157100.

Extensión La Piedad: Cerro de Nahuatzen 85, Fracc. Jardines del Cerro Grande, C.P. 59370, La Piedad, Michoacán, México / Tel y Fax 52 (352) 5256107.

Centro de Estudios Rurales

Coordinateur

Salvador Alvarez Suárez
(saalvarezs@prodigy.net.mx)
Professeur

Esteban Barragán
(estebar@colmich.edu.mx)
Professeur

Swedish University of Agricultural Sciences.

Department of Urban and Rural Development

P.O. Box 7012

SE-750 07 Uppsala SWEDEN

Coordinatrice

Carin Martiin

associate professor

carin.martiin@slu.se

Janken Myrdal
professor
janken.myrdal@slu.se

Jesper Larsson
assistant senior lecturer

jesper.larsson@slu.se

Anders Wästfelt
researcher

anders.wastfelt@slu.se

Johanna Widenberg
researcher

johanna.widenberg@slu.se

Catarina Karlsson
PhD student

Olof Karsvall
PhD student

olof.karsvall@slu.se

Karl Bruno
PhD student

karl.bruno@slu.se

Karin Hallgren
PhD student

karin.hallgren@slu.se

Kristofer Jupiter
PhD student

Per Frölund
PhD student

per.frolund@slu.se

Mats Höglund
PhD student

mats.hoglund@slu.se

Universitat de Girona.

*CENTRE DE RECERCA D'HISTÒRIA RURAL (Institut de Recerca Històrica),
Plaça Ferrater Mora, 1
17071 GIRONA
Espanne*

Coordinadora

***Rosa Congost Colomer
Profesora Catedràtica de Historia Económica
Universitat de Girona
rosa.congost@udg.edu***

Investigadores de la Universitat de Girona

Josep Colls Comas
Profesor Asociado de Historia Económica
Universitat de Girona
josep.colls@udg.edu

Ricard García Orallo
Profesor Asociado de Historia Económica
Universitat de Girona
ricard.garcia@udg.edu

Pere Gifre Ribas
Profesor Asociado de Historia Económica
Universitat de Girona
pere.gifre@udg.edu

Gabriel Jover Avellà
Profesor Titular de Historia Económica
Universitat de Girona
gabriel.jover@udg.edu

Antonio López Estudillo
Profesor Titular de Historia Económica
Universitat de Girona
antonio.lopez@udg.edu

Tunde Mikes Jani
Profesora de Historia del Derecho
Universitat de Girona
tunde.mikes@udg.edu

Pere Ortí
Profesor Titular de Historia Medieval
Universitat de Girona
pere.orti@udg.edu

Joaquim M. Puigvert Solà
Profesor Titular de Historia Contemporánea
Universitat de Girona
joaquim.puigvert@udg.edu

Rosa Ros Massana
Profesor Titular de Historia Económica
Universitat de Girona
rosa.ros@udg.edu

Enric Saguer Hom

Profesor Titular de Historia Económica
Universitat de Girona
enric.saguer@udg.edu

Núria Sala Vila
Profesora Titular de Historia de América
Universitat de Girona
nuria.sala@udg.edu

Lluís To Figueras
Profesor Titular de Historia Medieval
Universitat de Girona
lluis.to@udg.edu

Xavier Torres Sans
Profesor Catedrático de Historia Moderna
Universitat de Girona
xavier.torres@udg.edu

Université de Leuven

Interfaculty Centre for Agrarian History
Katholieke Universiteit van Leuven
Atrechtcollege
Naamsestraat 63
3000 Leuven
Belgium

tel: +32-16-323.525

fax: +32-16-323.526

Coordinatrice

Leen Van Molle

professeur ordinaire

Leen.VanMolle@arts.kuleuven.be

Yves Segers
Pr. Dr.
Yves.Segers@icag.kuleuven.be

Stephanie Kerckhofs
PhD student
Dries Claeys
PhD student
Sara Mispoulier
PhD student
Laura Eskens
PhD student

Universidade de Santiago de Compostela

GRUPO DE INVESTIGACION DE HISTORIA MODERNA

Facultade de Xeografía e Historia

Praza da Universidade, s/n

15782 Santiago de Compostela

Teléfono: +34 881 812 686

Coordinateur

Isidro Dubert

Professor

(isidro.dubert@usc.es)

Pegerto Saavedra

Professor

pegerto.saavedra@usc.es

Hortensio Sobrado

(hortensio.sobrado@usc.es)

Camilo J. Fernández Cortizo

(camilojesus.fernandez@usc.es)

HISTAGRA-USC

Departamento de Historia Contemporánea e América

Facultade de Xeografía e Historia

Praza da Universidade 1

15782. Santiago de Compostela

Galicia- Spain

histagra@usc.es

Coordinateur

Lourenzo Fernández Prieto

Full Professor

(lourenzo.fernandez@usc.es)

Edelmiro López Iglesias,

Professor

Economics. Santiago de Compostela

Edelmiro.lopez@usc.es

Daniel Lanero Táboas

Research Contract

(daniel.lanero@usc.es)

Alba Díaz Geda

Pstdoc Fellow

(alba.diaz@usc.es)

Diego Conde

Ph D.

Bruno Esperante
PH Students

Beatriz Corbacho
PH Students

Institute of Rural History, St. Pölten

(www.ruralhistory.at).

Institut für Geschichte des ländlichen Raumes

Kulturbezirk 4, 3109 St. Pölten, Austria

Tel. 0043-2742-9005-12987

Fax 0043-2742-9005-16275

www.ruralhistory.at

office@ruralhistory.at

Coordinateur

Ernst Langthaler

(ernst.langthaler@ruralhistory.at)

Professor

Erich Landsteiner

(erich.landsteiner@univie.ac.at)

Professor

Mag. Martin Bauer

PhD. Student

Mag Ulrich Schwarz

PhD. Student

Universität Münster

Historisches Seminar

Domplatz 20-22

D-48143 Münster

phone +49 251 832 43 17

Coordinateur

Ulrich Pfister

Professor

Ulrich.Pfister@uni-muenster.de

Christine Fertig

Professor

Christine.fertig@uni-muenster.de

Ulf Christian Ewert

Professor

ulf-christian.ewert@uni-muenster.de

Matthias Hartermann

PhD candidate

29maha@wiwi.uni-muenster.de

Università della Svizzera italiana

Accademia di architettura

Laboratorio di Storia delle Alpi (LabiSAp).

Villa Argentina, Ufficio 102 (Livello 1)

Largo Bernasconi 2, 6850 Mendrisio (Suisse)

Coordinateur

Luigi Lorenzetti

Professore titolare

luigi.lorenzetti@usi.ch

Roberto Leggero

Assistente con dottorato

roberto.leggero@usi.ch

Liste des chercheurs français, européens et Mexicain associés aux GDRI

France

Université de Lille III.

Laurent Brassart.

Maître de conférences.

laurent.brassart@univ-lille3.fr

Université Paul Valéry Montpellier III

Marc Conesa.

Maître de conférences.

marc.conesa@univ-montp3.fr

Université de Technologie Belfort-Montbéliard

Laurent Heyberger.

Maître de conférences.

laurent.heyberger@utbm.fr

Ecole Française de Rome

Niccolo Mignemi

Ecole Française de Rome/associé au CRH

niccolo.mignemi@gmail.com

Belgique

Université de Gand.

Wouter Ronsijn

Post Doc. Docteur assistant.
wouter.ronsijn@ugent.be

Danemark
University of South Denmark
Ingrid Henriksen
Professeur
ing@sam.sdu.dk

England
Université d'Exeter
Paul Brassley
Professeur
p.brassley@exeter.ac.uk

University of London
Institute of Historical Research
Richard Hoyle
Professor
richard.hoyle@sas.ac.uk

Montfort University Leicester.
John Martin.
Reader
Jfmartin@dmu.ac.uk

Espagne
Université Autonome de Madrid.
Juan Pan-Montojo.
Professeur
juanluis.pan@uam.es

Université de Sarragosse.
Vicente Pinilla.
Professeur.
vpinilla@unizar.es

Université de Barcelone
Jordi Planas
j.planas@ub.edu

Mexique

Margarita Menegus Borneman
(menegusmargarita@gmail.com)
Professeur

Suède

Université de Stockholm

Kulturgeografiska institutionen

Anders Wästfelt

Professor

Anders.Wastfelt@humangeo.su.se

Suisse

Archives de l'Histoire rurale Berne Suisse.

Dr. Peter Moser.

Directeur des archives de l'Histoire Rurale.

Peter.moser@agrarchiv.ch

Dr. Des Juri Auderset

Collaborateur scientifique.

Lecteur en Histoire Contemporaine

Université de Fribourg.

Juri.auderset@agrarchiv.ch